Berne, le 30 juin 2021

**Réponse de la Suisse au** **Rapporteur spécial sur le droit à l’alimentation**

**1. What are the most salient challenges facing the food systems in your country/region? Please explain why.**

* Prendre des mesures rapides et courageuses pour améliorer la collaboration au sein des silos et entre les silos pour des systèmes alimentaires durables.
* Surmonter les objectifs contradictoires et conflits d’intérêts.
* Mobiliser le grand public.
* Prise en charge de la responsabilité personnelle.
* Prendre en considération les répercussions / l’impact environnemental et social au niveau international des politiques publiques et actions individuelles au niveau national (près de la moitié des denrées alimentaires consommées en Suisse sont importées).
* Besoin de cohérence des politiques publiques (commerce, coopération au développement, agriculture, environnement, santé, recherche/formation…).

**2. What are the examples of ways in which the challenges facing the global food system are having adverse impacts on human rights broadly, and the right to food specifically?**

**Problèmes d’accès à la terre, à l’eau et aux semences :** Les populations rurales, en particulier les familles paysannes, sont parmi les plus touchées par la pauvreté et la faim alors qu'elles produisent 80% de la nourriture consommée dans le monde. Elles souffrent également de manière disproportionnée des effets des conflits et du changement climatique. Nombre de paysan-ne-s - en particulier les femmes et les jeunes – font face à des difficultés pour accéder à la terre, à l'eau et aux semences de leur choix, alors que leurs moyens de subsistance dépendent de ces ressources. En outre, dans de nombreux pays, ils-elles sont victimes de différentes formes de discrimination et de violations des droits humains. Compte tenu de la pandémie actuelle de Covid-19 et des mesures prises pour la contenir, on s'attend à ce que les violations des droits humains qui empêchent l'accès des populations à une alimentation adéquate s'aggravent et que les risques d'insécurité alimentaire et de malnutrition augmentent encore.

**Instruments juridiques méconnus, manque de cohérence des politiques publiques et de responsabilité :** Les nombreux instruments internationaux sur le droit à l'alimentation et autres droits humains dans le contexte des systèmes alimentaires ne sont pas connus et mis en œuvre (par exemple le PIDESC, les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (2004), les Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (2012)). On constate également un manque de prise de responsabilité et de cohérence des politiques publiques aux niveaux national et international. L'UNDROP offre une occasion unique d'aborder le droit à l'alimentation et d'autres droits de l'homme pertinents de manière plus concertée au sein des systèmes alimentaires - au profit des paysan-ne-s. Les détenteur-trices de droits - en particulier les femmes et les jeunes - doivent être renforcé-e-s dans leurs capacités et leur pouvoir politique pour revendiquer ces droits. Le cadre d’action doit pour sa part se traduire en élaboration, mise en œuvre et suivi de lois, de politiques publiques et de législations au niveau national qui promeuvent et protègent le droit à l'alimentation et les autres droits des paysan-ne-s et des personnes travaillant dans les zones rurales.

**3. Are there specific challenges that your country has faced in attempting to employ a rights-based approach to transforming food systems without leaving anyone behind?**

La perception est que le "droit à l'alimentation" (tout comme les différents concepts liés à la malnutrition) est un outil moins pertinent dans notre contexte d'abondance relative, sans urgences ni crises alimentaires. Le droit à l'alimentation ne se résume pourtant pas à une "aide alimentaire d'urgence", mais implique la nécessité d'une véritable politique intersectorielle en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Si l'on considère que la "sécurité alimentaire" a plusieurs dimensions (disponibilité/quantité, accès, utilisation, stabilité et capacité d’agir), la législation suisse couvre principalement l'aspect de la disponibilité/quantité mais pas la question de l'accès et de la capacité d’action pour la population par exemple.

En Suisse, la fragmentation et la décentralisation des niveaux décisionnels et législatifs (national / régional / municipal) sont autant un avantage pour favoriser les discussions au niveau local qu'un obstacle à la création et à la mise en œuvre de politiques cohérentes et holistiques.

Au niveau international, comme au niveau national, il existe parfois des tensions entre différents secteurs et objectifs, par exemple entre les projets de la coopération au développement visant à favoriser le droit et l’accès aux semences et le cadre législatif garantissant la propriété intellectuelle des entreprises.

**4. To what extent has the UN Food System Summit considered those challenges in its deliberations? Please explain.**

* Le Sommet sur les Systèmes alimentaires durables est basé sur les Objectifs de développement durable (OOD), qui a leur tour sont basés sur les droits humains.
* Le Sommet a créé un levier de changement transversal sur les droits humains.
* Le Sommet promeut plusieurs clusters de solution qui soutiennent les droits humains

### [Autonomiser les communautés et les peuples autochtones : reconnaître les droits et les savoirs traditionnels](https://foodsystems.community/fr/empowering-communities-recognizing-rights-indigenous-peoples-and-traditional-knowledge/)

### Institutionnaliser et renforcer les réglementations du travail et des droits de l'homme en plaçant la dignité et les droits des personnes au centre

### [Garantir le droit à la protection sociale et promouvoir le revenu vital et les salaires de tous les travailleurs du système agroalimentaire](https://foodsystems.community/fr/ensuring-the-right-to-social-protection-and-promoting-living-income-and-wages-of-all-agri-food-system-workers-2/)

### En plus, le Sommet prévoit des cluster de solutions qui visent à renforcer des processus de prises de décision plus inclusifs, et à garantir le droit à la participation notamment des groupes les plus vulnérables.

### Le sommet sur les systèmes alimentaires nous a aidé, aux niveaux national et international, de réfléchir de manière transversale et au-delà des silos (y compris les acteurs infranationaux tels que les villes).

**6. Despite the challenges of the pandemic, what are specific examples of rights-based initiatives and good practices (including policy, standards and programmes) that have successfully improved people’s access to adequate food in a sustainable and systemic way?**

Exemple de bonnes pratiques: lier le processus de développement de politiques à des mécanismes multi-stakeholders, afin d’identifier et de résoudre les conflits d’intérêts et de valeurs, et de résoudre les trade-offs. Voir par exemple :

* [outcome\_document\_3rd\_global\_sfsp\_conference\_sfsp\_final\_3dec2020.pdf (oneplanetnetwork.org)](https://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/outcome_document_3rd_global_sfsp_conference_sfsp_final_3dec2020.pdf)
* [OECD iLibrary | Making Better Policies for Food Systems (oecd-ilibrary.org)](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/agriculture-and-food/making-better-policies-for-food-systems_ddfba4de-en)

FIAN a considérablement contribué au renforcement du cadre du droit à l'alimentation au niveau national, régional et international. La direction suisse du développement et de la coopération (DDC) soutient financièrement FIAN depuis 2011. Pour ajouter à cet effet de levier, la Suisse est aussi devenue membre du groupe informel des « Amis du droit à l'alimentation à Rome ». Ce partenariat au niveau international a permis la contribution de FIAN en faveur de l'intégration du droit à l'alimentation dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (GFS) du CSA ainsi que le renforcement général de la perspective des droits humains dans les discussions et publications du CSA. En outre, FIAN International, en tant que membre du vaste réseau mondial du droit à l'alimentation et à la nutrition, a joué un rôle important dans le suivi du respect du droit à l'alimentation. L’organisation a attiré l'attention sur les questions de discrimination et de violations des droits humains et a complété le suivi de la sécurité alimentaire mondiale par des évaluations qualitatives par le biais de canaux de suivi officiels mais aussi de systèmes de suivi alternatifs. Enfin, FIAN International a été un acteur essentiel de la société civile dans le processus qui a conduit à l'adoption de l'UNDROP, instrument également soutenu par la Suisse. Au niveau national, FIAN a contribué avec succès à des changements de législation et de politique favorables au droit à l’alimentation dans plusieurs pays (comme le Mali, le Burkina Faso, la Colombie et le Népal) en soutenant les branches nationales de FIAN en termes de dialogue et de plaidoyer.

Le travail du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation peut également être considéré comme une initiative réussie qui aborde le droit à l'alimentation de manière systémique. La Suisse soutient financièrement en partie l’équipe qui accompagne le travail du / de la Rapporteur spéciale.

Au niveau national Suisse, il y a eu quelques développements législatifs récents intéressants au niveau infranational et dans la société civile :

Un groupe parlementaire tente d'insérer le droit à l'alimentation dans la constitution cantonale (régionale) de Genève, en partant du principe que l'une des villes/régions les plus riches du monde compte également des pauvres et des personnes vulnérables vivant dans des situations de grande précarité (par exemple immigrants illégaux). La disponibilité de la nourriture n'est pas le problème mais plutôt l'accès (moyens d'acheter de la nourriture).

La ville de Zurich s'efforce d'inclure l'"agroécologie" dans ses politiques municipales avec un forum sur la politique alimentaire de la ville et un réseau d'initiatives d'"agroécologie urbaine innovante".

Le canton (région) du Tessin (Suisse italienne) vient de voter "oui" à la proposition d'insérer la "souveraineté alimentaire" dans leur constitution.

Un groupe de jeunes, également engagés dans les Grèves du Climat, a lancé un mouvement appelé "Agriculture du futur", rédigé une vision 2030 de l'agriculture et de l'alimentation pour la Suisse et a organisé un "Parlement de l'alimentation" indépendant pour aller au-delà de la "politique agricole" vers une véritable "politique alimentaire" intersectorielle. Ils-elles ont discuté d'une alimentation saine et durable, des conditions de travail des travailleur-euses du secteur alimentaire, des prix des denrées alimentaires lors de diverses réunions au cours des derniers 18 mois.

**Participation and access to information during the Food Systems Summit**

**7. To what extent was the information on the Summit accessible, clear and practical for you and your community and partners?**

L’information était accessible sur le site web. Étant donné la complexité du processus, dû principalement au processus très large en termes de participation, il n’était pas toujours facile de suivre les derniers développements (problématique aussi des différentes langues, disponibilité des traductions, etc.). Le Secrétariat était en général très disponible et prêt à donner des informations.

**8. In what ways have you participated in the Summit (events, dialogues, submission of inputs etc.)? Please describe the nature and content of your participation, if applicable.**

* Co-organisation, en tant que Co-Lead du One Planet Network Sustainable Food Systems Programme, du 1er Dialogue Global du sommet.
* Organisation, en préparation du sommet, de dialogues multipartites nationaux et régionaux.
* Participation en tant qu’Etat membre dans les travaux préparatoires des Action Tracks 2 et 3.
* Participation dans le sous-groupe « societal and institutional innovation » du levier « innovation ».
* Participation dans différents solution clusters.
* La CH prévoit d’organiser, en collaboration avec le Sénégal et le Costa Rica, dans le cadre de la HLW de l’AG et du FSS21 un événement parallèle sur le thème de l’innovation et des investissements inclusifs.

**9. To what extent would you consider your participation in the FSS as active and meaningful? Please explain.**

Bien qu'elle prenne du temps en raison de sa nature, notre participation semble plutôt pertinente car nous avons fait des efforts pour renforcer l’intégration de concepts et des approches importantes tels que l'agroécologie et les recommandations du 3ème programme mondial du SFS dans le processus du Sommet. (<https://www.oneplanetnetwork.org/sites/default/files/outcome_document_3rd_global_sfsp_conference_sfsp_final_3dec2020.pdf>)

Aussi, de manière générale, le sommet a permis d’élever l’importance de la thématique des systèmes alimentaires durables et de sensibiliser les États membres sur le rôle clé des systèmes alimentaires pour atteindre les ODD. Pourtant, il faudra attendre les résultats du Sommet avant de pouvoir juger de son utilité.

**Outcomes of the Food Systems Summit**

**1. What are your expectations from the Summit’s outcomes following its conclusion in October 2021? How would these outcomes contribute to the full realization of the right to food for all?**

Le plus important est ce qui se passe avec les résultats après le sommet. Ils doivent être traduits en actions, par exemple en les intégrant dans les législations nationales, dans les accords industriels, dans l'étiquetage, dans les taxes de pilotage, dans l'information et le travail de proximité, dans l'éducation à tous les niveaux, etc.

**2. What would be the most optimal implementation process of the Summit’s outcomes? Which international and regional frameworks or forums could serve as a useful platform? Please explain.**

Dans la mesure du possible, la mise en œuvre doit se baser sur des mécanismes et initiatives existantes, y inclus le CSA et les différentes initiatives multipartites telles que le One Planet network Sustainable Food Systems Programme.

**3. How do you envisage your role in the implementation of the Summit’s outcomes?**

* Intégration et soutien dans les processus politiques internationaux pertinents
* Conseils politiques nationaux respectifs
* Traduction en politiques nationales